

Pensée économique

Une longue crise pour rien

Alors que l'économie européenne redémarre, deux auteurs suisses - J.-M. Brandt et M. Chesney - reviennent sur la résistance opposée à toute remise en cause du système financier mondial

Pierre-Alexandre Sallier

Le monde d'après. Décrivant la réalité façonnée par la crise économique la plus grave vécue par l'Occident depuis la guerre, le terme «*The New Normal*» s'est imposé en boucle dans les médias anglo-saxons. Le terme remonterait à mars 2009. «Il est de plus en plus clair que nous traversons une remise en cause de l'ordre économique», avertit alors le directeur général de Mc Kinsey, l'ultra-influent réseau de consultants. «La question est désormais: qu'est-ce qui relève encore du normal?» poursuit Ian Davis dans sa chronique.

A ce moment-là, les ruines de Lehman Brothers sont encore chaudes à Wall Street. Washington doit se résoudre à nationaliser General Motors. La Réserve fédérale déploie des moyens sans limites pour éviter que les Etats-Unis ne revivent la Grande Dépression. «Si personne ne peut dire combien de temps la traversée de cette crise durera, il apparaît [déjà] que ce nous trouverons sur l'autre rive sera très différent de ce qui était considéré comme normal ces dernières années», appuie le patron britannique.

Génération récession

Ian Davis a pris sa retraite en 2010. Depuis, «l'autre rive» a été atteinte aux Etats-Unis. En Europe, la baisse du pétrole, celle de l'euro, ainsi que l'avalanche de billets neufs déversés par la Banque centrale donnent également un nouveau souffle à la consommation et à une croissance qui flirterait avec le 1,5% cette année.

Il n'empêche. Le *New Normal* commence à marquer durablement une génération. Que deviendra celle-ci qui, en Europe, aura fait partie de ces 20, 30 ou 40% de jeunes n'ayant jamais eu d'emploi officiel entre 20 et 30 ans? La décennie perdue qui se dessine sur le plan économique façonne la psychologie d'une génération entière. En septembre 2010, une étude publiée par le National Bureau of Economic Research américain portant sur la période 1972-2006 montrait qu'il suffisait d'une seule année de vraies difficultés budgétaires, affrontée au début de l'âge adulte, pour affecter les comportements. Plus de cynisme, moins de dépenses, voire davantage de voix en faveur des partis populistes.

Ce basculement culturel lié à la crise en Europe fait l'objet de deux récents ouvrages sans concession, dont la particularité est d'avoir été tous deux écrits en Suisse. Et par des experts de la finance. Une distanciation - la Confédération est apparue comme un îlot - qui offre une analyse complémentaire aux ouvrages collectifs orchestrés par des économistes comme le Français Daniel Cohen*. Sans même évoquer celui de Thomas Piketty**.

Des paradoxes intacts

Sept ans plus tard, il ne faut plus parler de crise mais de «nouvel ordre» entretenu artificiellement par les moyens illimités mis à disposition d'une finance «qui maintient un climat permanent d'instabilité», décrit Jean-Marie Brandt***. Et si l'économie que l'on qualifie de réelle a repris ses droits sur la finance après le krach dans les années 1930, «ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui», prévient celui qui fut directeur général de la Banque Cantonale Vaudoise.

Pourtant, l'intelligence de la mobilisation des banques centrales après 2008 n'a-t-elle pas été saluée comme ayant permis d'éviter l'effondrement? «Certes, mais une fois l'urgence passée, il n'y a eu aucun examen des causes profondes



Pour l'histoire

Septembre 2010: des employés de la maison de vente aux enchères Christie's exhibent une enseigne de la défunte banque américaine Lehman Brothers, principale victime de la crise de 2007-2008. A. WINNING

«La finance maintient un climat permanent d'instabilité»



Jean-Marie Brandt
Docteur en économie et en théologie, ancien directeur à la Banque Cantonale Vaudoise

«Seuls les dirigeants de banques d'investissement ou de fonds spéculatifs sont supposés maîtriser cette complexité, et ils sont nombreux à occuper par la suite les fonctions les plus hautes au niveau politique ou économique»



Marc Chesney
Professeur de finance à l'Université de Zurich

ayant conduit à cette situation; aucune rupture de la culture dominante ayant vu la finance se substituer à l'économie», décrit Jean-Marie Brandt, joint cette semaine au téléphone. Ce dernier relève une «crise de la connaissance» dans laquelle grand public et responsables politiques ne comprennent plus depuis longtemps le langage et les concepts de la finance. Une crise de sens dont l'ouvrage de Jean-Marie Brandt fouille les paradoxes, insurmontables, longtemps présentés comme les clefs de la prospérité: Croissance et crédit «subprime»; octroi de crédit à tout-va et solidité du système financier ou encore protection de la sphère privée et fiscalité.

Exemple avec la notion de crédit. «La crise a révélé que cet acte a été détourné de son objectif premier, qui est le soutien à l'économie tout en assurant une répartition des liquidités dans le temps et l'espace», écrit l'ancien directeur bancaire. L'acte de prêter «a été colonisé par la finance», alors même que les moyens n'ont jamais été aussi abondants. Cela reflète bien que la «confiance est absente du nouvel ordre en place», note Jean-Marie Brandt.

Docteur en économie et en théologie, celui qui eu la charge du service fiscal du Canton de Vaud constate que cette crise financière a accouché d'un «équilibre économique de nature financière intrinsèquement instable». Un statu quo qui n'a encore guère été suivi d'une remise en cause générale comme cela fut le cas dans les années 1930 - avec la guerre contre les

banques du procureur Pecora. A peine le quart du tour de vis réglementaire que devait imposer l'administration Obama à Wall Street a été réalisé, rappelle l'ex-banquier vaudois.

Aristocratie financière

Professeur de finance à l'Université de Zurich, Marc Chesney**** dénonce, lui aussi, dans un ouvrage paru au début du mois, le fait qu'au niveau international les dirigeants élus - de gauche ou de droite - n'appliquent le plus souvent qu'une seule et même politique. Celle «qui répond aux intérêts de l'aristocratie financière». Parmi les exemples cités? La poursuite de politiques d'assistanat vis-à-vis des banques dites «too big to fail»; ce qui leur permet, en cas de problèmes graves, de se financer grâce au contribuable. Cette même garantie publique leur permet d'emprunter à des taux privilégiés sur les marchés. Une subvention qui ne dit pas son nom. Et qui atteint, selon le Fonds monétaire international, environ 25 milliards de dollars par an pour les deux grandes banques suisses. Soit plus de sept fois les subventions - pourtant très critiquées - allouées à l'agriculture.

Ce spécialiste du marché des options et des affaires de délit d'initiés souligne combien la complexité de la finance peut représenter un facteur de profit et de pouvoir. «Seuls les dirigeants de banques d'investissement ou de fonds spéculatifs sont supposés maîtriser cette complexité, et ils sont nombreux à occuper par la suite les fonctions les plus hautes au niveau politique ou économique», note Marc Chesney. Avant de citer les noms des responsables des Finances américains Robert Rubin et Henry Paulson. Celui du président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. Ou encore Mario

Monti, l'ex-premier ministre italien. Tous formatés au sein de Goldman Sachs.

Le vice-directeur du département Banque et Finance de l'Université de Zurich dénonce également la façon dont cette aristocratie financière se drape dans les habits du libéralisme «alors que le plus souvent ses pratiques en contredisent les principes de base». Il fait référence ici au libéralisme qui a permis un développement économique du début du XXe siècle, dont l'inspirateur, Ludwig von Mises, disait qu'il visait «le bien-être général et non celui d'un groupe particulier».

Marc Chesney lui oppose les rémunérations des directeurs des vingt fonds spéculatifs les plus généreux aux Etats-Unis. En 2013, ceux-ci ont perçu en moyenne 1,1 milliard de dollars. Chacun. Plus de trente fois la rémunération des patrons américains les mieux payés, en dehors de la finance. Environ 25 000 fois le salaire moyen du pays. On pourrait également citer les 150 millions touchés en près de huit ans par Brady Dougan à la tête de Credit Suisse, alors que la valeur de ses actions s'est évaporée. Des chiffres qui reflètent «la perte de sens et de valeurs totales» de la finance, selon Marc Chesney. Un monde dans lequel le *New Normal* apparaît ainsi toujours très normal. Mais pas vraiment neuf.

*«5 crises», ouvrage coll. sous la direction de Philippe Askenazy et Daniel Cohen, Economiques 3, Albin Michel, 2013.

**«Le capital au XXIe siècle», Thomas Piketty, Seuil, 2013.

***«La crise, quelle crise?», Jean-Marie Brandt, Slatkine, 2015, 265 p.

****«De la Grande Guerre à la crise permanente», Marc Chesney, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2015, 112 p.